

# COMBAT

# OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.

Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.

Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

SAMEDI 22 JANVIER 1983

N°193

PRIX : ANTILLES 2 F  
FRANCE 3 F

Editorial

## LE VRAI VISAGE COLONIAL DU GOUVERNEMENT DIT «DE GAU- CHE».

Après la Nouvelle Calédonie où les exploits de la gendarmerie se sont terminés par une riposte de villageois canaques en colère faisant ainsi deux morts parmi les gendarmes, c'est en Guyane que le gouvernement qui se prétend de gauche a encore envoyé ses forces de répression contre des travailleurs.

Le gouvernement de Mitterrand Mauroy est bien décidé à conserver cette fiction juridique qu'est la départementalisation pour des territoires situés à des milliers de kilomètres de la France.

Aujourd'hui les ministres font de belles déclarations sur le droit des peuples sur la «responsabilité» que nous devons prendre etc...

Mais en même temps l'appareil d'état dans les soi-disant DOM TOM c'est la justice, les gendarmes les CRS et les hauts-commissaires ou commissaires de la république. Aux ministres qui sont à Paris les beaux discours et à eux la besogne répressive sur le terrain. Pour l'instant. Ce ne sont que matraquage et grenadage de manifestants. Mais dans le cas de la grève des travailleurs en Guyane cela aurait pu tourner plus mal.

Les colonies dites DOM TOM ont beau être les derniers et faibles vestiges de l'ancien empire colonial français, ceux qui représentent les intérêts de cet impérialisme - aujourd'hui, le gouvernement de gauche - ont de vieux réflexes.

Dans une interview donnée au journal Le monde le Haut commissaire français en Nouvelle-Calédonie déclare «Ce qui peut être satisfait maintenant, c'est la volonté d'autonomie interne, cela ne peut pas être l'indépendance maintenant. Les conditions ne sont pas réunies».

Le gouvernement est donc bien décidé à tout faire pour que si cette indépendance devenait effective, il ait le temps de mettre sur pied une transition qui protège les intérêts de l'impérialisme dans le nickel par exemple et ceux des privilégiés blancs, quitte à faire quelques concessions aux notables canaques.

Ici comme ailleurs l'impérialisme a la responsabilité de veiller à ce que aucun changement politique ne déborde des cadres admis par la classe capitaliste.

Et ceci tout déjà en faisant des promesses de postes et en offrant aux élites locales de se préparer à des lendemains qui verront peut-être l'indépendance mais qui écartent du pouvoir la population.

Lorsque des gendarmes et, des CRS interviennent contre des villageois canaques ou des travailleurs guyanais ou des pêcheurs en Guadeloupe c'est pour bien montrer que l'autorité de l'état en toute circonstance s'exerce contre les pauvres.

Le gouvernement qui se prétend de «gauche» n'a évidemment pas la même attitude quand ce sont les patrons qui renacent et font tout pour avoir toujours plus de subventions par milliards ! Eux ils sont reçus avec politesse et égards dans les salons du premier ministre ou de l'Élysée.

Dans les colonies il tolère que les Blancs aient la haute main sur le commerce

Suite page 2

## GUADELOUPE.

# LES ELECTIONS APPROCHENT, CA MAGOUILLE AUTOUR ET DANS LES GRANDS PARTIS !

Les dispositions administratives concernant les élections régionales du 20 février sont parues dans le journal officiel. A moins d'événements importants ces élections à la proportionnelle avec liste auront lieu. Pour y participer il faut déposer la liste d'ici dimanche et verser 30.000 F. de caution au percepteur. Donc le décor du théâtre est planté, il ne manque que les acteurs pour que la pièce commence. Les acteurs des grands partis de droite et de gauche ne sont pas d'accord compte-tenu des éclats de voix qui s'élèvent dans les coulisses. Ils n'arrivent pas à s'entendre sur la composition de leur troupe et sur la distribution des rôles.

Car voyez-vous tous les élus, tous les notables, tous les ambitieux briguent une place sur la liste, liste qui ne dispose que de 41 places.

Tous ces politiciens et futurs politiciens ne désirent pas n'importe quelle place. Ils veulent être élu. A la proportionnelle sont sûrs d'être élus les 10 premiers. Les autres

sont là pour la décoration, pour attirer des voix. Alors on se bouscule, on se glisse des peaux de banane sous les pieds, on se marche dessus, on s'unit, on se déchire, on élève la voix.

A droite, le grand chef blanc Soisson venu de Paris avait décidé que les petits magouilleurs noirs départementalistes iraient unis aux élections derrière Mme Michaux-Chevry, l'ex-socialiste, l'actuelle présidente de l'Assemblée Générale. Soisson parti nos politiciens de droite ont retrouvé leurs activités favorites, le croc en jambe, la magouille. Ils ne sont plus d'accord sur l'agencement de la liste. Ils se sont réunis mardi 19 à la mairie de St Claude sans pour cela trouver une solution qui satisfasse tout le monde.

Alors la guerre des places se poursuit dans les milieux de droite.

Lors de la réunion le Dimanche 17 à Petit-Bourg F. Jalton s'est imposé tête de liste. Il a également installé ses petits co-

Du côté du PC les choses ont lieu avec plus de douceur. On négocie avec Girard de Marie-Galante et ses amis politiques, et avec Girard du Moule.

Dans tous les cas la seule chose qui dirige tous ces partis politiques c'est de réaliser un assemblage pouvant réaliser le meilleur score. Les hommes influents qui sont derrière ces groupes visent cette assemblée régionale et les places de président et au bureau de la dite assemblée. Il y a des places à prendre. La première étape: être bien placé sur une bonne liste. Le nombre de places est limité la lutte pour ces places est rude.

pains et en particulier Nabajoth en bonne place sur la liste socialiste. Réservant la dernière place au secrétaire de la Fédération Sully Claude, qui en espérait une meilleure eu égard à sa place à la tête du groupe socialiste. Démissionnaire Lundi et mardi, Sully Claude ne démissionne plus le mercredi mais disparaît de la liste.

# DECLARATION DE GERARD BEAUJOUR A L'EMISSION : "LE POINT DE VUE DE LA PRESSE REGIONALE"

## MARTINIQUE

Les élections régionales auront lieu le 20 février. Mais déjà, on peut constater que la campagne électorale est lancée avec son cortège de promesses et de déclarations fracassantes. Bref, les politiciens professionnels de ce pays tenteront de nous persuader que sitôt élus, ils feront tout ce qu'ils n'ont pas pu faire depuis les dizaines d'années qu'ils font de la politique.

Pour nous, travailleurs, la situation est claire.

Il y a d'un côté la droite : ceux qui sont majoritaires au Conseil Général, qui gèrent la majeure partie des municipalités. Ils ont été les soutiens fidèles du gouvernement colonialiste français pendant les 23 ans de gouvernement de droite :

- l'émigration, ils en sont responsables
- le chômage, ils l'ont voulu
- la répression contre les travailleurs et les jeunes, ils l'ont soutenue de toutes leurs forces quand ils ne l'ont pas appelée directement.

Il faudra le 20 février sanctionner ce bilan.

A côté de la droite il y a la fausse gauche, les dirigeants socialistes et progressistes. Quand ces messieurs étaient dans l'opposition, ils critiquaient sévèrement la droite qui menait la Martinique à la catastrophe.

Mais aujourd'hui que leurs chefs sont

au pouvoir en France, aujourd'hui qu'ils ont la possibilité de montrer la valeur de leurs idées, que proposent-ils ? Que font-ils ? Rien !

Sinon continuer à maintenir la situation telle quelle ! A faire en sorte que l'émigration continue. A faire en sorte que la domination des riches reste intacte. A faire en sorte que la domination coloniale, que le racisme officiel restent intacts !

En réalité, tous les propos passés de cette fausse gauche, socialiste et progressiste sur le soutien aux travailleurs, sur la libération à arracher. Tout cela n'était que des mots, des paroles qu'ils ont vite oubliées dès qu'ils ont vu la possibilité d'aller à la soupe !

Or aujourd'hui, quel est leur programme ?

Remplacer tout simplement la droite à la tête des affaires

Leur seul désir est de refaire ici ce que la gauche a fait en France !

Leur rêve, c'est de chausser les pantouffles d'Émile Maurice et de Michel Renard.

Mais à part cela, l'émigration peut bien continuer, le chômage peut bien être aussi dramatique, les mauvaises conditions de vie peuvent bien empirer, ils s'en moquent ! Tout ce qu'ils veulent c'est une place, un siège, un strapontin au Conseil Régional. Mais surtout, que les choses ne changent

pas !

Ils ne veulent pas adopter la seule attitude qui permette réellement aux travailleurs de s'en sortir. Ils ne veulent pas l'on prenne les biens des riches. Et cependant, c'est la seule voie : faire payer la crise aux gros, aux riches, à ceux qui sont les gros possédants, les capitalistes !

Mais la fausse gauche est trop responsable devant les gros, trop respectueuse devant les riches trop soucieuse de ne pas faire le moindre mal aux békés et aux capitalistes pour aller dans cette voie.

Heureusement, dans ces élections, il y aura au moins une liste qui dira cela : Non à la droite et en même temps, Non à la gauche, qui toutes les deux se battent entre elles pour se partager les postes, mais qui sont d'accord pour que continue la domination des puissants et des riches.

La liste que soutiendra Combat Ouvrier à ces élections sera présente pour ne pas laisser aux pauvres, aux exploités, aux humiliés le faux choix qui consiste à trier quel est le moins mauvais entre la Vraie droite et la Fausse gauche; toutes les deux serviteurs des puissants et des riches, soutiens de l'administration blanche qui opprime le peuple noir.

C'est cela que nous vous appelons à dire le 20 février en votant pour la liste présentée par COMBAT OUVRIER.

# APRES LE DEBAT SUR L'INDUSTRIE

Après le débat qui a eu lieu à la télévision sur l'industrie on peut faire certains commentaires.

Tout d'abord il faut remarquer que les participants à ce débat étaient de deux sortes: d'une part les journalistes, les commentateurs de l'économie, certains titulaires de postes administratifs (Port Autonome de Pointe-à-Pitre) ou à la Chambre de commerce, un ancien directeur de l'EDF, tous ceux là commentaient le problème de l'industrie.

Ils étaient tous des Noirs ! Puis la caméra se pointa sur ceux qui possèdent l'industrie en question et là ce fut le contraste total l'écrasante majorité de ces propriétaires ou gérants de sociétés étaient des Blancs !

Les Noirs cultivés, très à l'aise, discouraient à perdre haleine de ce qui arrive ou est arrivé ou pourrait arriver à «l'industrie guadeloupéenne».

L'émission resta tout au long assez vide de sens. On parlait de la dite «industrie» comme de quelque chose qui appartient à la Guadeloupe alors qu'il n'en est rien. La farine est produite par les Grands Moulins de Paris il suffit que cette société décide de fermer ses portes pour qu'il n'y ait plus de minoterie et il en est de même de la Cimenterie et de la plupart des entreprises situées sur la zone industrielle de Jarry

Quand à l'importance réelle de cette industrie bien sûr, elle est beaucoup plus développée que ce qu'elle fut dans le passé - il y a quinze - vingt ans. Mais quand on voit la différence très grande entre l'importance des importations et celles des exportations (celles-ci sont très inférieures et en volume et en coût) on voit à quel point la fameuse industrialisation est très limitée.

La possibilité d'une petite industrie liée aux besoins de la population existe. Mais actuellement le problème est posé en terme de rentabilité capitaliste. Et dans ce cas pour les capitalistes il n'est pas rentable de développer ici certaines productions notamment dans le domaine agro-alimentaire, les besoins élémentaires de la vie courante,

tes, le matériel de construction, etc. . .

Pour qu'il y ait industrie agro-alimentaire encore faut-il qu'il y ait une agriculture largement tournée vers la production des biens alimentaires et non pas de cultures de canne, bananes, ou ananas comme en Martinique. Une telle orientation pour le profit de quelques gros exportateurs.

Pendant ce temps la dépendance des Antilles s'acroît envers l'extérieur.

Mais ceci est favorable aux intérêts de la couche des importateurs.

Ce sont les mêmes qui possèdent la terre et les magasins d'importation. Ils sont aussi les agents des grosses sociétés françaises ou autres qui ont installé ici leurs succursales ou agence d'importation.

Au cours de l'émission quelqu'un a parlé de «volonté politique» pour développer l'industrie ; pour encourager la production locale. Mais le problème ne se pose pas ainsi. Si la volonté politique dont on parle ici est celle de l'administration c'est un vain mot car pas plus ici dans ses colonies qu'en

France même le gouvernement soi-disant de gauche n'est capable d'imposer quoi que soit aux capitalistes (et ne s'en donne pas les moyens parce qu'il ne veut pas agir contre les capitalistes !)

Les capitalistes ont un appareil d'état - l'état français - qui est à leur service et en France et ici aux Antilles. Il n'est pas question qu'un tel état exerce sa «volonté contre leurs intérêts ou leur impose aucune décision économique».

La preuve c'est qu'en France le gouvernement a donné plus de cent milliards de Francs aux capitalistes et ceux ci n'ont pas utilisé cet argent pour créer des emplois !

Alors si une volonté politique devait s'exercer ici pour changer le système d'économie tournée vers l'importation massive en une économie destinée à produire la plus grande partie possible de ce qui est nécessaire à la vie de la population, ce ne pourrait être que celle de la population.

## MARTINIQUE

# Premières manifestations du carnaval électoral



Délépine en première ligne.

La grande parade a commencé. Avec tout ce que cela compte de manœuvres, de faux semblants de sourires forcés et de poignées de main.

Toute une brochette de politiciens, s'exhibent en ce moment devant les flashes des caméras paufinant leur syntaxe pour se ménager la bienveillance des auditeurs.

Les uns cherchent à inaugurer n'importe quoi, les autres à plastroner, pourvu qu'ils ne négligent aucune manifestation où ils pourraient se faire remarquer.

C'est à qui en fera le plus.

Les politiciens bourgeois traditionnels ne peuvent plus se garantir le monopole du cinéma électoral.

Ils ont cette année une forte concurrence en la personne d'Aimé Césaire.

Et si la campagne a à peine commencé.

Presque chaque jour apporte la déclaration du député-maire de Fort-de-France. Les radios, périphériques ou officielles, en regorgent. Il a fallu «contenir» la foule venue l'accueillir le jour de son arrivée de France. Puis ce fut ensuite la réunion du Comité national qui a vite fait de laisser la une au meeting du Théâtre municipal.

Au cours de ce meeting, Césaire, après avoir inauguré le rassemblement des États-généraux de l'agriculture, a pompeusement attribué 25 hectares de terres à trois agriculteurs, en prenant soin à la signature du bail, d'inviter toute la presse. Ils s'agissait de montrer les bienfaits du gouvernement socialiste.

La personnalité de Césaire n'est pas arrivée à masquer le côté mascarade électoral un peu comique de la scène.

# JALTON : SUPER STAR.



Si on avait pris pour argent comptant les déclarations des socialistes locaux, sur le renouvellement des cadres politiques et sur son rajeunissement, on aurait cru qu'il aurait donné l'exemple. Que voit-on ?

En Martinique, le leader de la liste socialiste Branglidor a 80 ans bien sonnés !

En Guadeloupe, le mensonge est plus flagrant encore, Jalton qui dépasse la soixantaine est maire des Abymes député de la 1ère circonscription conseiller général, député à l'Assemblée européenne. Ancien candidat à la présidence du conseil général et très certainement, vu sa place sur la liste, membre de l'Assemblée régionale. Et pourquoi pas président de cette assemblée.

Comme disent les membres du gouvernement, cette élection permettra de faire apparaître des hommes nouveaux... comme Branglidor et Jalton !

## SUITE DE

# L'EDITORIAL

et sur les terres de ces pays. Emmanuel a eu beau dénoncer les «rentes de situation» les inégalités et les privilèges ce sont les privilégiés qui sont protégés par le gouvernement.

On l'a bien vu quand les gendarmes sont allés en Nouvelle Calédonie intervenir pour protéger le droit d'un entrepreneur blanc à polluer une rivière servant à l'alimentation d'un village canaque.

Mais à force de mener une telle politique l'administration récoltera ce qu'elle espère éviter par toutes ces combinaisons actuelles. La colère des colonisés et des jeunes et des plus pauvres en particulier, explosera un jour ou l'autre. La fusillade de la région de la Foa n'est qu'un petit indice de ce que dans la population certains cherchent une autre voie pour se libérer de l'empire des privilégiés blancs.

## GUADELOUPE

# NABAJOTH :

# L'HOMME

# QUI MONTE

Il y a deux mois de cela, Nabajoth déclarait, en substance sur RCI : qu'il était contre les cumuls des mandats électoraux et qu'il n'aurait recours à cela que si sa candidature pouvait empêcher l'élection d'un homme de droite.

Ce même Nabajoth est déjà conseiller municipal des Abymes, conseiller général des Abymes et le voilà qui aspire à être membre du conseil régional.

Certainement, cet homme qui monte pense que ses 40 collistiers sont incapables de «barrer la route à la droite» et qu'il est le seul à pouvoir le faire. C'est certainement pour cela que Sully Claude le secrétaire de la Fédération à été rejeté en queue de liste pour faire place à ce genre d'ambitieux !

# Franceschi Visionnaire : l'ombre

# de Kadhafi plane sur les Antilles

Le chef de la police française, Franceschi, aurait récemment déclaré, révélation faite par la radio RCI, qu'une nouvelle vague d'attentats risquait de se produire en Guadeloupe. Peut-être la vague d'attentats qui a secoué depuis le mois dernier son pays d'origine, la Corse, lui a-t-elle tourné la tête, car le voilà qui se met à jouer les devins inspirés et pire encore, il a des hallucinations ! Car selon lui, qui serait responsable de ces attentats futurs ? Kadhafi ! Pas moins ! La Lybie aurait entrepris une tentative de déstabilisation des Territoires et Départements d'Outre-Mer de la France, et préparerait un coup aux Antilles.

Pourtant, la raison qui a poussé des groupes d'hommes à organiser des attentats en Nouvelle Calédonie ou aux Antilles, il n'est vraiment pas nécessaire d'aller la cher-

cher jusqu'en Lybie. Elle est beaucoup moins rocambolesque que les divinations de Franceschi et plus cruelle aussi. Ce sont les conditions de vie créées par le colonialisme Français dans leur pays qui ont poussé ces hommes à se révolter à choisir la voie de la violence pour répondre à celle du colonialisme Français.

Et dans ce cas, les divinations de Franceschi ne sont peut être pas dénuées de fondement. Sans faire planer l'ombre de Kadhafi sur les Antilles, on peut toujours supposer que l'oppression coloniale, ne s'étant pas atténuée depuis l'arrivée du pouvoir du gouvernement soi-disant socialiste de Mitterrand, il est très possible que la révolte qui a couvé chez certains membres de la population ne se fasse jour à un moment ou à un autre.

## APRES L'EMBUSCADE DU 10 - 1 QUI A FAIT DEUX MORTS, LES BLANCS S'ORGANISENT ET MENACENT



En Nouvelle Calédonie la situation s'aggrave. On s'en souvient le dix janvier dernier deux gendarmes mobiles ont été tués lors d'une embuscade tendue par un groupe de mélanésiens dans une région centrale du pays ; il y eut aussi des blessés. Ces événements sont dus au fait qu'une société d'exploitation forestière appartenant à des Blancs pollue les rivières de la Région.

Quant on sait que dans cette zone de parcage forcé des canaques, la rivière est sour-

ce d'approvisionnement en eau et en vivres on comprend la révolte des canaques devant le mépris colonial. Henry Emmanuelli secrétaire d'Etat aux DOM-TOM peut faire toutes les déclarations, les faits sont là, la population canaque cherche à vomir le système colonial qui sévit chez elle depuis 1853.

Commis voyageur du colonialisme français dans les DOM-TOM, Emmanuelli ne peut en rien contrôler les événements pour n'avoir aucune autorité sur les différentes communau-

tés.

On en veut pour preuve la réaction des Blancs lors de la manifestation du vendredi 14 janvier devant le moment aux morts à Nouméa, organisée par le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR).

Au cours de cette manifestation, les Blancs ont cherché à montrer leur force. C'est ainsi qu'après avoir qualifié les indigènes de fainéants et fustigé les indépendantistes, ils n'ont pas hésité à insulter Emmanuelli le disant méprisable et méprisé, lamentable et dangereux.

Cette communauté blanche raciste à souhait forte de 49.000 âmes menace par des graffiti sur les murs de Nouméa : « Si le sang coule on sera deux ». Ainsi les caloches — ainsi sont nommés les blancs là bas — n'ont pas froid aux yeux ; ils se sentent vraiment en pays conquis. De fait, ils ne tiennent pas compte des paroles d'Emmanuelli.

Comme on le constate le fossé se creuse de plus en plus entre les deux principales communautés. Les canaques se sentent de plus en plus étrangers dans leur propre pays ne sauraient arrêter là leur revendication de souveraineté nationale.

Que le colonialisme français en Nouvelle Calédonie le veuille ou pas, plus jamais ces deux communautés ne pourrons longtemps s'entendre — si jamais elles se sont entendues.

Et cela pour la simple raison que la fortune, les privilèges, ou l'aisance des Blancs vont de pair avec la misère des canaques.

## COMMUNIQUE DE LA DIRECTION POLIQUE DE COMBAT OUVRIER

MARTINIQUE

Les élections régionales auront lieu le 20 Février.

Jusqu'à maintenant, aucun parti ne parle clairement au nom de la population laborieuse, des femmes et des jeunes, des exploités et des opprimés de Martinique.

A droite, c'est normal : les partis orphelins de Giscard n'ont d'autre souci que de protéger les intérêts des riches.

A gauche, FSM et PPM se sont rangés sous la bannière du soutien au gouvernement colonialiste.

Les autres partis qui se présentent, malgré leur opposition verbale à la politique colonialiste n'offrent pas de meilleures perspectives aux travailleurs.

C'est pourquoi COMBAT-OUVRIER tient à dire que dans les élections du 20 février elle présentera une liste révolutionnaire et anti-colonialiste une liste qui défendra les intérêts des travailleurs et des opprimés.

COMBAT OUVRIER appelle tous les anticolonialistes, tous les jeunes, les travailleurs qui refusent et la soumission au gouvernement colonialiste et la soumission aux riches à se regrouper et à s'unir afin de faire entendre leur voix le 20 Février.

Pour COMBAT OUVRIER,  
Ghislaine JOACHIM-ARNAUD.

## GUADELOUPE

### AU COLLEGE "FRONT DE MER" MÉCONTENTEMENT GÉNÉRAL

Elèves, parents d'élèves et enseignants du collège Front de Mer tous ensemble, ils étaient plusieurs centaines à manifester au cours de la semaine passée leur mécontentement dans les rues de Pointe-à-Pitre. Cette manifestation a eu le soutien des autres collègues enseignants et enseignés, celui de la population et d'autre-part elle ne passa pas inaperçue, la preuve en est, les grosses perturbations de la circulation qu'elle entraînera à l'entrée de Pointe-à-Pitre au niveau du Rond Point Miquel.

Situé dans le quartier de Lauricisque, ce collège ne comporte pas de barrière de protection tout autour ce qui le rend très facilement accessible aux jeunes «voyous» et désœuvrés du quartier. Les enseignants ne peuvent pas assurer leurs cours normalement. On rapporte même le cas de l'un d'entre eux qui a été menacé par un jeune du quartier armé d'un coutelas. Le matériel du collège a déjà lui aussi, souffert d'actes de vandalisme. Et malgré les interventions des enseignants auprès des autorités responsables, rien n'a été fait pour améliorer les conditions de travail. Mais ce qui a fait déborder le

vase c'est un incident relativement grave survenu la semaine dernière.

En effet un ancien élève de 15 ans qui a été renvoyé du collège a envoyé une flèche de fusil sous-marin en direction de l'école. La flèche entra dans une classe et frôla un élève manquant de le blesser grièvement.

Ainsi, c'est cet incident survenu après d'autres qui fit éclater la colère des élèves, des parents et des enseignants. Ceux-ci se retrouvèrent alors coude à coude, dans les rues de la ville pour manifester leur mécontentement. Leurs revendications portent, bien entendu, sur une amélioration de leurs conditions de travail, la construction d'une barrière de sécurité autour du lycée et la garantie de mesures de sécurité.

Les enseignants et les parents d'élèves sont d'autant plus choqués que ce collège, construit en pré-fabrique avait été installé provisoirement pour accueillir les réfugiés de la Soufrière. Comme on le voit, ce provisoire s'est transformé peu à peu en définitif.

Que l'administration ne s'étonne pas si aujourd'hui son imprévoyance se retourne contre-elle.

## MARTINIQUE

### ETATS GENERAUX DE L'AGRICULTURE : LA FETE TROUBLEE

Depuis deux mois, le gouvernement prépare ce que l'on appelle les États-Généraux de l'Agriculture. En quoi cela consiste-t-il ? Les gros propriétaires terriens et une brochette de fonctionnaires et de responsables de la Chambre d'Agriculture et de la Direction Départementale d'Agriculture se rencontrent dans une salle fermée et discutent de l'avenir de l'agriculture en Martinique.

Comme tous les machins inutiles et sans aucune valeur, ça se déroule en plusieurs étapes. Il y a d'abord eu des bavardages - pardon, des réunions — au niveau des petites régions. Il y aura un bavardage central en France, avec la présence du ministre de l'Agriculture, Edith Cresson elle-même !

Samedi 15, le bavardage était au niveau régional. C'est-à-dire que les grands agriculteurs, comme Aimé-Césaire et Pierre Alier, de la Municipalité de Fort-de-France ou le Préfet Chevanec se réunissaient avec le gros Béké Fabre et le directeur de la DDA avec quelques dizaines de gros capitalistes de la terre.

Les discours venaient de commencer,

quand on entendit des éclats de voix, des slogans lancés au mégaphone, le bruit des tracteurs ! Quels étaient donc les mal élevés qui venaient troubler ainsi les réflexions des têtes pensantes réunies ce matin-là sous le Grand Carbet du Parc Floral ? Tout simplement une cinquantaine de Jeunes Agriculteurs, membres du CDJA, ainsi que des occupants de terres de Rivière-Pilote et de Ducos avec deux tracteurs venaient de défiler en ville. Ils étaient venus faire entendre leurs revendications dont la principale concernait la réforme agraire.

Et les grands de ce monde de regarder ces malotrus qui venaient rappeler qu'en Martinique, les meilleures terres étaient la propriété d'une poignée de gros propriétaires, que des milliers d'hectares de terres étaient laissées en friches, que la spéculation foncière battait son plein...

Il paraît qu'à ce moment le Grand Carbet ne réunissait plus grand monde, chacun s'étant hâté de mettre de la distance entre eux et ces jeunes qui avaient décidé de dire : « nous voulons de la terre ».

## Guadeloupe. "affaire Pradel"

### Viviès vient à son secours

La semaine dernière, un Pointois, M. Pradel, avait bloqué une rue de Pointe-à-Pitre avec son mobilier. Il avait entrepris cette action pour attirer l'attention sur le drame dont il était victime. Sa femme est morte il y a 9 ans à cause d'une faute grave de l'hôpital où elle accouchait. M. Pradel aurait dû toucher une forte somme ayant gagné un procès intenté à l'hôpital, argent qu'il n'a jamais perçu. En plus de ce drame familial, il se trouvait dans une situation financière très difficile, le fisc lui réclamant des impôts

qu'il ne pouvait pas payer, et son propriétaire voulant le mettre à la rue.

Dans son action, M. Pradel a eu le soutien de tous ses voisins et ses proches. En plus de cet appui de la population, M. Pradel a aussi vu se tendre vers lui une main secourable : celle de Viviès, qui a mis à sa disposition un appartement meublé et lui a trouvé du travail. Il faut dire que l'occasion était trop belle pour Viviès, car une bonne action si près des élections est toujours bonne à faire !

## MARTINIQUE Bâtiment :

### fin de la grève à LTPC : demie victoire pour les travailleurs

Engagé dans une grève depuis le 4 janvier, les 150 travailleurs de l'entreprise L.T.P.C ont repris ce lundi 17 les chemins des chantiers.

C'était une menace de 18 licenciements qui était tombée en fin d'année et qui mettait en position de défense les 150 ouvriers. Et bien vite, toutes les démarches ont été épuisées. Mais si aucune solution administrative ne venait régler l'affaire, les ouvriers pour autant ne baissèrent pas les bras et entamèrent tout de suite la riposte.

Comme une trainée de poudre, les chantiers de Bellefontaine, Pont-de-Chaines, Meynard, Ste Luce et route de Volga se mobilisèrent. La dizaine de cadres français

qui dirigent l'entreprise crurent salutaire de faire traîner le conflit, mais ils perdirent tout espoir lorsque les ouvriers arrêterent toute l'activité de l'entreprise en obligeant les bureaux à fermer également leurs portes.

Et c'est par une solution mi-chèvre, mi-choux où les patrons favorisèrent le départ en pré-retraite de 6 travailleurs, gardaient dans l'emploi 7 d'entre-eux et parvenaient malgré tout à licencier 5, que l'accord fut signé.

Si pour l'exemple la lutte des travailleurs n'a pas permis un replis total du patron, il n'empêche que les travailleurs ont eu raison de ne pas baisser les bras face à leur volonté et que cette victoire demi-teinte, ne peut que les encourager à l'avenir dans cette voie là.

## GUADELOUPE

### Béron : interdit d'électricité !

A Béron Sainte-Rose, une trentaine de personnes sont privées d'électricité. Pourtant à quelques pas se trouve l'usine Bonne Mère qui a utilisé pendant des années (puisqu'elle est fermée depuis 1973) une forte quantité d'électricité. A l'époque où cette usine fonctionnait elle marchait sous haute tension et il s'agissait pour les pouvoirs publics de mettre un transformateur pour puiser l'électricité à l'usine et la transmettre aux habitants de Béron. C'est d'ailleurs ce qui a été fait pour Cadet et Bis.

Depuis plusieurs années les habitants de Béron font des réclamations auprès de la municipalité ; cette année ils en ont adressé une pétition.

Mais ce sont toujours des promesses qui leur sont faites.

Il est inadmissible qu'en plein 20ème siècle des êtres humains ne puissent bénéficier des moyens modernes les plus élémentaires. Ne pas avoir de l'électricité, c'est

trouver des moyens archaïques pour s'éclairer la nuit (lampes à pétrole etc. . .). C'est ne pas pouvoir bénéficier des appareils modernes qui facilitent les tâches ménagères et d'autres appareils en tout genre qui sont nécessaires à la vie moderne.

A Béron il existe deux ateliers dont les propriétaires sont obligés d'utiliser des moteurs pour faire marcher leur machine.

Quand on connaît actuellement le prix des produits pétroliers on se rend compte que utiliser un moteur tous les jours revient très cher.

Tous ces problèmes ne sont pas les préoccupations des pouvoirs publics. Lorsqu'ils s'agit des pauvres il n'y a jamais d'argent. Il faut toujours attendre. Mais lorsqu'il s'agit des riches des milliards sont trouvés. Cela a été le cas récemment dans cette région où il a été construit très rapidement une grande route pour les besoins de la compagnie fruitière.

## Martinique : le tribunal prend une décision favorable aux travailleurs de Renault

Les ouvriers des garages avaient fait un mois de grève en novembre pour obtenir que la direction applique la 5ème semaine de congés sans décompter comme elle voulait le faire les jours chômés passés dans la tradition aux Antilles.

Le tribunal, saisi de l'affaire vient de rendre son verdict et donne raison aux ouvriers. C'est ce que dit le tract de la CGTM-

Garages que nous reproduisons plus bas.

Mais les travailleurs auraient tort de se fier à la décision prise par le Tribunal. C'est sur leur vigilance qu'ils doivent compter pour obtenir gain de cause. Car la direction de Renault qui vient de faire appel de la décision du tribunal est décidée à utiliser toutes les ficelles du métier pour ne pas donner satisfaction aux travailleurs.

## FRANCE

### Grève des ouvriers de la peinture chez Renault



Depuis plus de onze jours, la grève des travailleurs de Renault-Flins continue cette grève a d'ailleurs des répercussions à l'usine de Renault Billancourt, où les pistoletiers sont aussi en grève !

Il s'agit d'un mouvement qui a été lancé le jeudi 6 par les peintres de Renault Flins pour 300 F pour tous, une augmentation de l'indice de salaire. Ce mouvement de grève a eu pour effet de bloquer la production.

Après plusieurs jours de grève, la direc-

tion annonçait le lock-out (le dimanche 9). 11 000 travailleurs sur 18 000 étaient touchés par cette mesure.

Puis eut lieu une séance de négociation à l'issue de laquelle la direction proposait 105 F de prime mensuelle. Mais cette proposition était rejetée. Puis de nouveau la négociation eut lieu puis une nouvelle proposition fut faite et rejetée par les grévistes.

Au moment où nous écrivons, nous ne savons pas quelle tournure prend la grève.

## MARTINIQUE

### PILOTAZ RECULE D'UN PATRON

### BLANC RACISTE

Il y a deux semaines, les travailleurs du Bâtiment avaient fait 24 heures de grève pour protester contre le fait que l'entreprise PILOTAZ n'employait aucun ouvrier noir sur le chantier de la Dizac au Diamant. Les grévistes, au nombre de 300 avaient convergé sur le chantier. Le travail avait été interrompu.

A la suite de discussions la décision a été prise de remplacer les ouvriers portugais et espagnols par des ouvriers martiniquais. C'est donc un succès pour le syndicat CGTM qui avait fixé comme objectif l'emploi de travailleurs martiniquais.

Certes, le spectacle d'une entreprise amenant son propre personnel depuis 7.000

km et refusant d'embaucher du monde ici était scandaleux et révoltant. Mais ce qui a conduit à cela, c'est la domination coloniale.

Le remplacement d'une catégorie d'ouvriers par une autre catégorie d'ouvriers n'empêche pas que le patron de PILOTAZ reste libre de continuer à exploiter avec l'aide de l'encadrement français qui lui est resté sur place. Les exploités auront changé de couleur, le fric empoché, lui, aura la même couleur, celle des billets de banque obtenus en faisant suer les travailleurs.

Mais les travailleurs du bâtiment ont eu raison de s'opposer à la pratique raciste du patron de PILOTAZ.

## MITTERRAND EN AFRIQUE POUR LES INTERETS DES GROS CAPITALISTES



Mitterrand achève en Afrique une tournée qui l'aura conduit au Bénin, ex-Dahomey, au Togo, au Gabon.

Les voyages "africains" des présidents se ressemblent tous. Ils se rendent dans les anciennes colonies pour signer de nouveaux contrats, pour ouvrir de nouveaux marchés pour les capitalistes français. Et ces pays d'Afrique, soi-disant indépendants, restent en réalité sous la coupe de l'impérialisme français.

Certains, comme le Bénin ont tenté de prendre leurs distances, pronant un "socialisme spécifique" et nouant des relations avec le gouvernement chinois dans le domaine de la coopération, par exemple.

Peut être certains marchés commençaient-ils à échapper aux capitalistes français. Mitterrand aura peut être rétabli les choses en faisant comprendre au gouvernement du colonel Kérékou qu'il fallait mieux traiter avec lui. Les pressions économiques et politiques ne manquent pas pour cela.

Les capitalistes français ont plus que jamais besoin de matières premières aux plus bas prix. Les anciennes colonies doivent donc leur en fournir : coton, huile de palme du Bénin, phosphate du Togo, uranium, pétrole, manganèse, bois du Gabon ! Mais ces ventes ne peuvent permettre à ces pays de créer une économie pouvant faire vivre décemment la population. Ils bénéficient de la fameuse "aide au Tiers monde" mais qui en réalité n'est qu'une gouffre qui les entraîne de plus en plus dans la dépendance vis à vis de l'impérialisme. La dette extérieure du Togo par exemple est énorme. Elle est de 3,8 milliards de francs, soit 90 % du produit national brut du pays.

Quant au Bénin, il est le plus pauvre des pays visités par Mitterrand avec un produit national brut par habitant de 1 500 frs.

La presse bourgeoise s'est longuement étendue sur les réalisations de prestige comme le "transgabonais" chemin de fer qui traversera tout le Gabon.

Mais tout cela ne modifiera pas d'un iota la vie de misère des paysans et ouvriers gabonais.

Ce pays est particulièrement mis en coupe réglée. L'impérialisme français y contrôle tout y compris l'administration où bien souvent ce sont des chefs blancs qui font la pluie et le beau temps derrière de soi-disant responsables gabonais.

Des trusts capitalistes français y ont d'immenses intérêts en particulier dans l'uranium.

L'armée française y est présente et prête à intervenir en cas de révolte ouvrière ou populaire dans le pays. Mais elle pourrait intervenir aussi dans chacun des pays visités récemment par Mitterrand et aussi dans d'autres.

On a vu la rapidité avec laquelle Giscard avait dépêché des paras au Zaïre.

C'est sans doute dans le cadre d'un droit de regard préférentiel sur cette partie de l'Afrique que s'arroge l'impérialisme français par la puissance de ses intérêts financiers que Mitterrand a lancé une sorte d'avertissement à la Lybie, afin qu'elle n'envoie pas de troupes soutenir Goukouni au Tchad !

C'est donc en protecteur des intérêts capitalistes, en protecteur des trusts, en commis d'affaires que Mitterrand s'est rendu en Afrique.

Ses déclarations "humanitaires" de Cancun ou autres, contre la dictature et l'oppression des hommes, ses airs d'humaniste aux idées généreuses, ne changent rien à ce fait là.

### COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :  
**G. BEAUJOUR**

Adresser toute correspondance :  
**EN GUADELOUPE**  
à Gérard BEAUJOUR  
B.P. 214

**97110 POINTE-A-PITRE**  
**EN MARTINIQUE**  
B.P. 386  
**97204 FORT-DE-FRANCE**

**EN FRANCE** écrire à :  
Combat Ouvrier  
B.P. 145  
**75023 PARIS CEDEX**

Impression

Imp. BRAVILLO & FRS S.A.R.L.

Commission paritaire

N° 51728